

Unité départementale du Var
244 Avenue de l'Infanterie de Marine BP 50520
83070 TOULON

TOULON, le 09/08/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/07/2022

Contexte et constats

Publié sur



SOFOVAR

85 avenue Louis Lepine
ZA du Pôle BTP
83600 FREJUS

Références :D-UD83-2022-0432
Code AIOT : 0006411248

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/07/2022 dans l'établissement SOFOVAR implanté 150 allée Eugene Freyssinet FREJUS 83600 FREJUS. L'inspection a été annoncée le 06/07/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite à la précédente inspection réalisée le 09/05/2022, l'exploitant a été mis en demeure, par arrêté préfectoral du 03/06/2022, de respecter certaines prescriptions réglementaires applicables. L'objet de l'inspection était de vérifier les suites données par la société SOFOVAR à l'arrêté de mise en demeure susvisé.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOFOVAR
- 150 allée Eugene Freyssinet FREJUS 83600 FREJUS
- Code AIOT : 0006411248
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La société SOFOVAR exploite une plateforme de regroupement et tri de déchets et une déchetterie professionnelle sur la commune de Fréjus, dans le pôle BTP du Capitou. Ces installations de transit, de tri et de regroupement des déchets sont autorisées par arrêté préfectoral du 25 août 2014 modifié. L'établissement est constitué d'un bâtiment principal de tri, d'une plate forme de collecte de

déchets à destination des professionnels et d'un bâtiment administratif .

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites données à l'arrêté de mise en demeure du 03/06/2022

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Conformité dossier	Arrêté Préfectoral du 25/08/2014, article 3	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
2	protection incendie	Arrêté Préfectoral du 25/08/2014, article 5.1.2.3	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a pris les mesures nécessaires permettant de respecter les dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 03/06/2022. Les non conformités concernant les conditions de stockage relevées lors de l'inspection précédente ont été levées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité dossier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2014, article 3
Thème(s) : Autre, conformité dossier
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 09/05/2022 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
Prescription contrôlée : Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant
Constats : Les conditions de stockage des déchets dans les boxs de la plateforme de collecte sont respectées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : protection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2014, article 5.1.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 09/05/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
Prescription contrôlée : <p>Le bâtiment de stockage et la plateforme de collecte, et pus précisément les différentes zones d'entreposage, sont organisés conformément aux plans figurant dans le dossier de demande d'autorisation et dans le porter à connaissance relatif à la plateforme de collecte dédiée aux petits-porteurs.</p> <p>Les déchets sont stockés dans des bennes, des bacs ou des casiers mobiles ou alvéolaires modulables, dans des conditions prévenant les risques de pollution (envols, ruissellements, infiltrations dans le sol, odeurs).</p>
Constats : <p>Le stockage de balles en extérieur a été déplacé à l'intérieur du bâtiment .</p> <p>Les déchets sont stockés dans des bennes, des bacs ou des casiers mobiles ou alvéolaires modulables, dans des conditions prévenant les risques de pollution (envols, ruissellements, infiltrations dans le sol, odeurs).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet